



EXTRAIT

Registre des Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de PUTEAUX

Séance du **10 AVRIL 2025** sur convocation adressée aux
Conseillers le 4 avril 2025

ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024 DU BUDGET PRINCIPAL

L'an **deux mille vingt-cinq**, le **dix avril à neuf heures et trente minutes**, les membres composant le Conseil Municipal de PUTEAUX, convoqués en application des articles L.2121-7, L.2121-10 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et individuellement par lettre d'invitation, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence du Premier Adjoint au Maire, **Monsieur Vincent FRANCHI**.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme AMSELLEM a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Présents – M. Vincent FRANCHI, Mme Anne-Marie AMSELLEM, M. Jean-Marie BALLET, M. Bernard GAHNASSIA, M. Franck CAVAYE, Mme Raymonde MADRID, M. Pascal CAUMONT, Mme Marie-Cécile MENARD, M. Robert BERNASCONI, Mme Ronit KAROTCHI, M. Christian GUILLEROT, Mme Martine TROPENAT, Mme Malika COUDER, Mme Pariza MESSAOUDENE, M. Thierry STURBOIS, M. Eric MALEVERGNE, Mme Anne-Laure LEBRETON, M. Sébastien BOUCHINDHOMME, M. Danny GOUIN, M. Vincent METIVIER, Mme Nathalie FERNANDES, M. Alexis CHANTELOUP, M. Serge Koba, M. Emmanuel CANTO, Mme Anne BRUMENT, M. Christophe HAUTBOURG, Mme Bouchra SIRSALANE, M. Brice LOE MIE, Mme Belma BOJIC, M. Francis POEZEVARA

Ont donné mandat – M. Jean-Michel MARCHIONI à Mme Ronit KAROTCHI, M. Moussa GHANEM à M. Christian GUILLEROT, Mme Dominique RENOUF à Mme Marie-Cécile MENARD, Mme Sophie ANDRE à M. Robert BERNASCONI, Mme Isabelle CAZENAVE à M. Vincent METIVIER, M. Alexandre ROUSSET à Mme Martine TROPENAT, Mme Marion LAMBERTI à M. Pascal CAUMONT, Mme Géraldine HERMANN à Mme Pariza MESSAOUDENE, Mme Najat ZERHOUNI à Mme Anne-Laure LEBRETON, M. Edouard LOTTEAU à M. Sébastien BOUCHINDHOMME, Mme Olivia SZATKOWSKI à M. Alexis CHANTELOUP

Excusées – Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Mme Isabelle GIRARD

lesquels forment la majorité des membres du Conseil Municipal en exercice. Le quorum étant atteint, le Conseil peut délibérer valablement en application de l'article L.2121-17 du Code précité.

ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024 DU BUDGET PRINCIPAL

Le budget principal de la Ville pour l'exercice 2024 a fait l'objet de deux délibérations votées en Conseil Municipal : la délibération n°DCM-2024-060 du 4 avril 2024 portant vote du budget primitif et la délibération n°DCM-2024-114 du 17 octobre 2024 portant vote de la décision modificative.

Les résultats de clôture de l'exercice 2024 sont présentés ci-après.

A - En section de fonctionnement

En recettes, le montant total des réalisations de l'exercice s'élève à **215 878 741 euros**. Il se décompose de la manière suivante :

Chap.	Recettes	Inscriptions	Réalisations
013	Atténuations de charges	200 000 €	313 161 €
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	17 872 374 €	20 712 134 €
73	Impôts et taxes	116 589 635 €	116 589 635 €
731	Fiscalité locale	63 571 000 €	62 674 375 €
74	Dotations et participations	5 712 612 €	6 718 795 €
75	Autres produits de gestion courante	3 115 487 €	5 557 781 €
	Total des recettes courantes	207 061 108 €	212 565 882 €
76	Produits financiers	- €	681 875 €
77	Produits spécifiques	2 700 €	1 704 336 €
78	Reprises provisions semi-budgétaires	119 300 €	97 600 €
	Total des recettes réelles	207 183 108 €	215 049 693 €
042	Opérations d'ordre	270 000 €	829 048 €
	Total des recettes de fonctionnement	207 453 108 €	215 878 741 €
002	Résultat reporté	24 823 991 €	

Les montants portés dans ce tableau étant arrondis, des différences non significatives peuvent apparaître avec les totaux.

Le montant des recettes courantes de **212 565 882 euros** recense :

- Les « produits des services, du domaine et des ventes diverses » composés essentiellement des services tarifés à l'usager (population-citoyen-administré) qui représentent 20,7 M€ cette année. (19 M€ en N-1).

Depuis 2023, nous constatons une augmentation de ces différentes recettes. Cette évolution est directement liée à la qualité du service proposé ainsi qu'à la politique tarifaire de la Ville qui est très attractive. Les services de première nécessité comme la restauration scolaire n'ont subi aucune réévaluation depuis 2018. On y retrouve :

- Des recettes de stationnement sont recensées dans ce chapitre pour 3,3 M€ (3,2 M€ en N-1, soit +20%), Les redevances périscolaires issues de la restauration et les études dirigées pour 3 M€ (2,3 M€ en N-1 soit + 31%),
- Les redevances à caractère de loisirs recensant les séjours, les sorties diverses et l'accueil en centres de loisirs, pour 2,6 M€ contre 3 M€ l'an dernier, soit – 13,06% qui s'explique par un changement de compte entre la nomenclature comptable M14 et la M57,

- Les redevances à caractère sportif comprenant les activités du palais des sports, du hall des sports, du tennis, du gymnase, pour un montant de 2,4 M€ (2 M€ en N-1 soit + 19%),
 - Les redevances pour occupations du domaine public pour 1,9 M€ (1,2 M€ en N-1, soit + 62%) qui s'explique par des régularisations sur l'exercice antérieur. Et enfin, nous retrouvons la refacturation à POLD, au restaurant administratif et au CCAS de la mise à disposition de personnel et des autres charges assumées par la Ville pour 1,7 M€,
 - Les redevances à caractère culturel permettant l'accès aux activités du conservatoire, aux spectacles du palais de la culture et du théâtre pour 1,9 M€, (1,7 M€ en N-1, soit + 9%),
 - Les recettes des crèches, des jardins d'enfants pour 1,6 M€, le même montant que l'an passé, et du centre médical Dolto pour un montant de 1,2 M€, (1,1 M€ en N-1). Une forte progression des recettes pour le centre médical (+ 14%) est à souligner et témoigne d'une offre de soins de qualité.
- Les « *impôts et taxes* », pour 179,3 M€, dont le montant est stable par rapport à 2023, (hors effet de la taxe additionnelle à la taxe de séjour intégralement reversée à Île de France mobilités), se composent essentiellement de :
- L'attribution de compensation versée par la Métropole du Grand Paris pour 116,6 M€. Ce montant est constant depuis 2016. Il sert à compenser le transfert de la fiscalité économique à la Communauté d'agglomération Seine-Défense puis à la Métropole du Grand Paris.
 - La fiscalité directe locale qui est l'une des ressources principales du budget des communes. On y retrouve le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties ainsi que la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. A Puteaux, ces ressources, à elles seules, représentent 26% des recettes de gestion courante et génèrent 53,7 M€ de recettes. Ce montant est en évolution du fait de la revalorisation des valeurs locatives décidée unilatéralement par l'Etat. A Puteaux les taux restent inchangés depuis 19 ans.
 - La taxe additionnelle aux droits de mutation en lien direct avec le volume de transactions immobilières sur la commune, s'élève à 3,6 M€ (3,9 M€ en N-1). Cette ressource diminue pour la 4^{ème} année consécutive : - 29% en 2022, -15% en 2023, - 8% en 2024. La crise immobilière s'est installée et les prévisions de reprise ne sont pas envisagées avant 2027.
 - La taxe de séjour dont le montant de 1,3 M€ est stable. On trouve également la taxe additionnelle à la taxe de séjour (2,2 M€), instituée en 2024 et intégralement reversée au profit d'Île de France Mobilités.
 - D'autres produits comme la taxe locale sur la publicité extérieure, les rôles supplémentaires et les droits de place : 1,8 M€.
- Les « *dotations et participations* » d'un montant global de 6,7 M€ (7,3 M€ en N-1, soit - 8%), sont issues essentiellement de la CAF (accueils crèches et centres de loisirs), de l'ARS et de la CPAM pour le centre médical DOLTO, ou encore du Département des

Hauts-de-Seine. En effet, la ville ne perçoit plus aucun concours de l'Etat (dotation globale de fonctionnement DGF).

Ces recettes sont complétées par le remboursement de TVA accordé sur certaines dépenses de fonctionnement et des compensations d'exonérations de fiscalité obligatoires. La diminution de 600 K€ résulte de la suppression de l'amortisseur électricité perçue en 2023 pour 541 K€.

- Les « *autres produits de gestion courante* » pour 5,5 M€ (4,4 M€ en N-1, soit + 40%) qui se composent :
 - Des redevances en provenance du parc immobilier de la commune, qu'il soit locatif ou à caractère de loisirs pour 3,2 M€ (1,8 M€ en N-1). En effet, depuis le passage à la M57, les recettes en provenance des séjours dans les différents centres de vacances de la Ville sont comptabilisées dans ce chapitre (chapitre 70 avant). Cette année la recette dédiée aux séjours compte pour 1 M€. (1M€ en N-1).
 - Les autres recettes qui s'élèvent à 2,3 M€ (2,1 M€ en N-1, soit + 9%) comprennent, les redevances versées par les délégataires qui gèrent certains services publics. Au total, la ville a perçu 1,1 M€ cette année, contre 1,6 M€ en 2023. Cette baisse de 11% s'explique essentiellement par des régularisations opérées en 2023. Parmi les délégataires principaux, nous trouvons « les petits chaperons rouges » qui gère les crèches des petits chaperons rouges, des trois ours, du château et des fées et qui a versé 422 K€ à la commune et l'IFAC 30 K€ pour la gestion de la crèche des Bergères. On trouve également les régularisations d'avoirs des fournisseurs, dont 288 K€ par Engie, des écritures de régularisations sur exercices antérieurs, tel qu'un jugement favorable à la ville pour 161 K€ et l'apurement des rattachements pour 476 K€.

Les autres recettes réelles constatées pour **2 483 811 euros** comprennent :

- Les « *produits financiers* », les « *produits spécifiques* » et les « *reprises de provisions* » qui se distinguent des autres recettes par leur typologie. On y recense notamment :
 - Le produit des cessions immobilières pour un montant total de 1,6 M€ avec principalement la cession du bâtiment du CCAS à son occupant pour 1,5 M€, les autres recettes de cession correspondant à la vente de mobiliers divers (ou équipements qui ne sont plus aux normes pour les collectivités pour un montant de 65 K€).
 - Les produits financiers issus du placement de la trésorerie à court terme pour 682 K€.
 - Les autres produits exceptionnels sur des opérations de gestion tels que le remboursement des avoirs des fournisseurs ou des annulations de charges sur exercice antérieur (139 K€).
 - Des reprises sur provision à hauteur de 97,6 K€.
- S'y ajoutent les « *atténuations de charges* » qui correspondent essentiellement aux indemnités journalières reversées par la CPAM à la Ville et aux remboursements par l'assureur de la Ville de frais occasionnés lors d'accidents du travail. Leur montant est de 313 K€ (210 K€ en N-1).

Enfin des opérations d'ordre sont constatées pour 829 K€. Elles correspondent à l'amortissement des subventions d'équipement perçues pour 147 K€ et aux différences sur le prix des cessions pour 632 k€.

En dépenses, le montant total des réalisations de l'exercice s'élève à **210 777 285 euros**. Il se décompose de la manière suivante :

Chap.	Dépenses	Inscriptions	Réalisations
011	Charges à caractère général	63 922 349 €	58 388 468 €
012	Charges de personnel, frais assimilés	74 125 000 €	73 517 738 €
014	Atténuations de produits	21 971 670 €	20 512 457 €
65	Autres charges de gestion courante	46 788 124 €	44 982 686 €
	Total des dépenses courantes	206 807 143 €	197 401 349 €
66	Charges financières	- €	- €
67	Charges spécifiques	744 146 €	664 491 €
68	Dotations provisions semi-budgétaires	2 641 260 €	807 000 €
	Total des dépenses réelles	210 192 549 €	198 872 840 €
021	Virement de la section de fonctionnement	10 084 550 €	
042	Opérations d'ordre	12 000 000 €	11 904 446 €
	Total des dépenses de fonctionnement	232 277 099 €	210 777 285 €

Les montants portés dans ce tableau étant arrondis, des différences non significatives peuvent apparaître avec les totaux.

Le montant des dépenses courantes de **197 401 349 euros** comprend :

- Les « charges à caractère général » pour 58,4 M€.

Elles recensent toutes les dépenses qui permettent à la Ville d'assurer ses compétences obligatoires et le bon fonctionnement des services. On y trouve notamment :

- L'achat de tous les fluides : électricité, eau, chauffage urbain, carburants pour un montant de 12,2 M€ en 2024 contre 13,4 M€ en 2023 ; soit une baisse de 9%.
- Diverses réparations courantes et d'entretien de la voirie, des bâtiments, de l'éclairage public et des réseaux ; de la maintenance bâtementaire ou du nettoyage des locaux et le transport par cars au bénéfice des écoles et accueils de loisirs pour un montant total de 7,5 M€ (7,8 M€ en N-1), soit une économie de 4 %.
- Les prestations de services constituées des différents événements, manifestations, concerts, animations proposées dans l'ensemble des structures de la ville comme le théâtre, le conservatoire et tous les autres lieux d'accueil où sont dispensés des cours et des ateliers variés, pour le plus grand nombre pour un montant de 6,5 M€ (7,3 M€ en N-1) ; soit une économie de 11%.
- Les contrats de prestations de service regroupant les prestations confiées à des prestataires, tel que le nettoyage de la voirie ou les contrôles de sécurité obligatoires et pour 5,1 M€ (5,2 M€ en N-1), soit une économie de 1%.
- Les frais de nettoyage des locaux pour 3,6 M€ (3,2 M€ en N-1) soit une augmentation de 11% qui s'explique en partie par le coût du personnel pour les sociétés de ménage.

- Les contrats de maintenance qui sont obligatoires pour l'ensemble des bâtiments, aires de jeux, jardins pour un montant de 3,3 M€ (3,7 M€ en N-1, soit 15% d'économie).
 - Des prestations de services non refacturables dédiées spécialement cette année à la sécurité informatique pour 800 K€, mais aussi comme les autres années différentes applications informatiques parfois imposés par le législateur (Chorus) et d'autres logiciels, à l'entretien du linge des crèches et des autres sites ainsi que les abonnements à pour un total de 2,9 M€ (1,5 M€ en N-1).
 - L'alimentation pour un montant de 2,6 M€ au même niveau que l'année 2023. Ces charges ont été maintenues grâce à une gestion en flux tendus (peu de stock).
 - Le transport collectif des élèves et enfants vers les équipements de la ville pour 2,4 M€ (2,6 M€ en N-1) soit une économie de 7% qui devrait se confirmer avec les nouveaux marchés signés et le travail sur l'optimisation de l'utilisation des cars.
 - La fourniture de petit équipement telle que le matériel nécessaire pour les interventions en plomberie, électricité, peinture, la signalisation horizontale, le petit appareil électroménager ainsi que le renouvellement des fonds des bibliothèques, médiathèques, du conservatoire, et les fournitures scolaires des enfants pour 2,2 M€ comme l'an passé.
 - La réservation des places en crèches pour un montant de 2 M€ qui vient compléter l'offre de berceaux sur la Ville comme l'année dernière pour le même montant.
 - Les locations immobilières et les charges de copropriété pour 835 K€ (891 K€ en N-1) soit une économie de 6%.
 - Les vêtements de travail et fournitures administratives pour 661 K€ (307 K€ en N-1) soit une augmentation de 115%. En effet, cette année un budget significatif a été consacré aux agents pour de nouveaux équipements de travail et le renouvellement de leur tenue.
 - La taxe foncière de la commune pour 555 K€ contre 600 K€ en 2023 ; économie rendue possible après un gros travail de mise à jour sur le site GMBI « Gérer Mes Biens Immobiliers ».
- Les « *charges de personnel* » pour un montant de 73,5 M€.

Elles comprennent toutes les dépenses relatives à la gestion du personnel : rémunérations, charges sociales, visites médicales, assurance pour 73,5 M€ contre 71,3 M€ réalisés en 2023 soit une hausse de 3,23 % illustrant des charges de ressources humaines contenues malgré la hausse du point d'indice dès le 1^{er} janvier 2024 et pour l'ensemble du personnel communal et de 1 point du taux de CNRACL déjà décidée par l'Etat. Un taux de réalisation de 99% qui confirme la bonne prévision des crédits.

- Les « *atténuations de produits* » pour un montant de 20,5 M€ en 2024 contre 18,8 M€ en 2023, soit + 9%.

Elles regroupent l'ensemble des dépenses prélevées pour la péréquation :

- La contribution de la ville au FSRIF pour 14,7 M€,
- La contribution de la ville au FPIC pour 2 M€,

- Le reversement de la taxe additionnelle à la taxe de séjour, dont la mairie à la charge mais pour lequel elle ne perçoit aucune compensation des organismes pour 2,2 M€,
 - Le prélèvement pour contribution au redressement des finances publiques pour 1,5 M€,
 - Le reversement sur le forfait post-stationnement pour 32 K€.
- Les « autres charges de gestion courante » pour un total de 45 M€.

Elles tiennent compte essentiellement de diverses participations :

- Obligatoires de la Ville comme le versement du fonds de compensation des charges territoriales (FCCT) à Paris Ouest La Défense pour 36,1 M€ contre 35,6 M€ en 2023, d'une participation pour l'aménagement du territoire en faveur de PLD pour 1 M€ et d'une participation aux frais de la brigade des pompiers de Paris pour 962 K€ (937 K€ en N-1),
- Choies telles que l'engagement en faveur de la politique sociale pour financer des actions du CCAS pour 4,15 M€ et pour la participation à la restauration des agents pour 550 K€, celle en faveur des associations et des particuliers pour 1,3 M€ comme en 2023 et enfin pour la culture avec 250 K€ correspondant aux redevances, taxes, droits d'auteur pour la programmation des films notamment.

Le montant des autres dépenses réelles de **1 471 491 euros** comprend :

- Les « charges financières », les « charges spécifiques » et les « dotations provisions » se distinguent des autres dépenses par leur typologie. On y recense notamment :
- Le remboursement d'un acompte versé par un promoteur pour une vente qui n'a pas eu lieu pour 574 K€,
- Une provision constituée pour l'expropriation du commerce de la Gare pour un montant total de 807 K€,
- Des titres annulés datant de l'exercice précédent pour 90K€.

Notons que la Ville ne portant pas de dette, elle ne subit aucune charge financière.

On retrouve également 11,9 M€ dans les opérations dites d'ordre, afin de constater l'amortissement des biens mobilier et immobilier de la Ville.

B - En section d'investissement

Les recettes sont de **32 709 244 euros**. Elles sont réparties de la manière suivante :

Chap.	Recettes	Inscriptions	Réalizations
13	Subventions d'investissement	6 334 464 €	6 159 484 €
20	Immobilisations incorporelles		
204	Subventions d'équipement versées		
21	Immobilisation corporelles		
23	Immobilisations en cours	- €	299 397 €
	Total des recettes d'équipement	6 334 464 €	6 458 882 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	6 682 000 €	8 250 644 €
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		
16	Dépôts et cautionnements reçus	1 500 €	19 586 €
27	Autres immobilisations financières	- €	81 908 €
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 571 100 €	
	Total des recettes financières	10 254 600 €	8 352 139 €
	Total des opérations pour compte de tiers	16 620 770 €	5 416 141 €
	Total des recettes réelles	33 209 834 €	20 227 161 €
021	Virement de la section de fonctionnement	10 084 550 €	
040	Opérations d'ordre	12 000 000 €	11 904 446 €
041	Opérations patrimoniales	5 000 000 €	577 638 €
	Total des recettes d'ordre	27 084 550 €	12 482 084 €
	Total des recettes d'investissement	60 294 384 €	32 709 245 €
001	Résultat reporté	19 894 622 €	

Les montants portés dans ce tableau étant arrondis, des différences non significatives peuvent apparaître avec les totaux.

Le montant des subventions d'équipement pour 6,2 M€ (4,5 M€ en N-1) se répartit comme suit :

- Du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine pour plus de 5,4 M€ ; dont 2,2 M€ pour l'école Jean de la Fontaine, 2,8 M€ pour le Parvis de l'Hôtel de ville, 441 K€ pour les îlots de fraîcheur que sont les jardins (création de divers jardins),
- De la CAF pour 267 K€, à destination de la crèche des Lutins pour 219 K€ et les Arcades pour 48 K€,
- De la MGP pour 154 K€ dont 57 K€ pour le jardin de la rose des vents, 77 K€ pour le Parvis de l'Hôtel de ville, 20 K€ pour l'acquisition de véhicules propres,
- De l'Agence de l'eau pour 104 K€ en faveur du jardin du Presbytère et du jardin d'hiver,
- Du Conseil Régional de l'Île-de-France pour 89 K€ à destination des cours oasis à l'école Marius Jacotot,
- De Ile France Nature, 37 K€ pour la cour oasis de l'école Marius Jacotot,
- Du SIGEIF 13,5 K€ pour l'acquisition de véhicules propres.

Le montant des dotations et fonds divers pour 8,2 M€ comprend :

- Le FCTVA, fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, pour un montant de 3,7 M€. Ce fonds est versé en fonction des travaux éligibles réalisés en investissement par la Ville en 2022. Ce montant s'était élevé à 8,1 M€ en 2023 pour les investissements réalisés en 2021. Depuis l'Etat a modifié rétroactivement le périmètre des dépenses éligibles et la Ville en est tributaire.
- La taxe d'aménagement en lien avec la délivrance des autorisations de construire ou d'aménager pour 4,5 M€ dont 4,4 M€ concernent uniquement la taxe d'aménagement versée par la compagnie Swiss Life qui a réalisé des bureaux à Bellini.
- Enfin, le versement des dernières participations aux équipements publics par les promoteurs pour 1,2 M€.

Les dépôts et cautionnements reçus pour un montant de 101 K€ recouvrent les cautions pour la location de parkings et les mouvements de déconsignations.

En opérations d'ordre on retrouve le montant de l'amortissement pour les équipements de la Ville pour un montant identique que celui de la section de fonctionnement, en dépenses, à savoir 11,9 M€.

Les dépenses s'élèvent à **45 539 863 euros** et se répartissent comme suit :

Chap.	Dépenses	Inscriptions	Réalizations
20	Immobilisations incorporelles	4 095 918 €	1 633 214 €
204	Subventions d'équipement versées	3 575 660 €	3 309 087 €
21	Immobilisation corporelles	24 061 119 €	14 910 635 €
23	Immobilisations en cours	26 381 051 €	18 631 185 €
	Total des dépenses d'équipement	58 113 747 €	38 484 121 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	55 100 €	55 090 €
13	Subventions d'investissement	- €	- €
16	Dépôts et cautionnements reçus	43 500 €	23 952 €
27	Autres immobilisations financières	30 000 €	3 572 €
	Total des dépenses financières	128 600 €	82 613 €
	Total des opérations pour compte de tiers	16 676 658 €	5 566 443 €
	Total des dépenses réelles	74 919 006 €	44 133 177 €
040	Opérations d'ordre	270 000 €	829 048 €
041	Opérations patrimoniales	5 000 000 €	577 638 €
	Total des dépenses d'ordre	5 270 000 €	1 406 686 €
	Total des dépenses d'investissement	80 189 006 €	45 539 863 €

Les montants portés dans ce tableau étant arrondis, des différences non significatives peuvent apparaître avec les totaux.

Les immobilisations incorporelles d'un montant de 1,6 M€ correspondent à l'acquisition de logiciels, de licences informatiques à l'acquisition de baux commerciaux, auxquelles s'ajoutent les études avant le démarrage des travaux dont notamment :

- 458 K€ pour les écoles, dont 280 K€ pour l'école Jean de la Fontaine, 54 K€ pour République, 28 K€ pour benoît Malon, 15 K€ pour Marius Jacotot,
- 393 K€ pour les espaces verts tels que le square des terrasses (227 K€), les berges de l'île de Puteaux (85 K€), square de la Jungle (30 K€), le jardin du Presbytère (22 K€), Ploemeur (29 K€),
- 363 K€ pour les logiciels, les licences, le site Internet de la Ville. Cette dépense est croissante car plus aucun prestataire ne vend de licences, il les loue et cette dépense revient chaque année avec une augmentation contractuelle à appliquer, exemple : Microsoft 100 K€.
- 200 K€ pour la voirie,
- 125 K€ pour le parvis de l'Hôtel de Ville,
- 62 K€ pour la vieille église.

Les subventions d'équipement versées concernent pour 1,35 M€ l'OPH Rives de Seine, pour 1,82 M€ Paris La Défense et pour 135 K€ la brigade des sapeurs-pompiers de Paris.

Les principaux travaux réalisés sur l'exercice 2024 ou encore en cours à la fin de l'exercice sont recensés ci-après.

Dans le secteur de l'enfance, l'enseignement et la jeunesse 10,75 M€ ont été consacrés pour notamment :

- 10,5 M€ pour les groupes scolaires, dont 8,7 M€ pour l'école Jean de la Fontaine, 470 K€ pour l'école Marius Jacotot, 337 K€ pour l'école République, 240 K€ pour Jean Jaurès, 176 K€ pour l'école de la Rotonde, 115 K€ Benoit Malon, 92 K€ Parmentier, 90 K€ pour les Bergères, 74 K€ pour Pyramide,
- 487 K€ pour les crèches et les centres de loisirs, dont 205 K€ pour l'Arche de Noé, 63 K€ pour « les Petits Princes », 56 K€ pour les Cèdres, 57 K€ pour Orsay, 35 K€ pour « le Lebaudy », 24 K€ pour les lutins, 20 K€ pour le relais du théâtre, 16 K€ pour le petit manège, les arcades 14 K€,
- 281 K€ pour l'espace Jules Verne,
- 42 K€ pour Ploemeur.

Dans le domaine du sport et de la santé et de la vie associative 1,3 M€ ont été consacrés pour notamment :

- 632 K€ pour le palais des sports, dont 290 K€ pour le bâtiment et les salles de sport, 255 K€ pour la piscine, 64 K€ pour les thermes et 12 K€ pour le restaurant, 11 K€ pour du matériel,
- 246 K€ pour le tennis de l'Ile de Puteaux,
- 206 K€ pour le stade Léon Rabot,
- 147 K€ pour le stade Paul Bardin,
- 45 K€ pour le centre Dolto,
- 26 K€ pour la maison des Associations.

Dans le cadre de la culture, 857 K€ ont été consacrés pour notamment :

- 285 K€ pour le Conservatoire Lully,
- 266 K€ pour le Palais des congrès,
- 130 K€ pour le Palais de la médiathèque,
- 124 K€ pour le Palais de la culture,
- 52 K€ pour le Naturoscope,

Toujours avec la préoccupation de conserver un cadre de vie de qualité pour les putéoliens, et améliorer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux équipements municipaux en 2024, la Ville a investi 45 M€ :

- 9,9 M€ pour la réhabilitation de l'esplanade de l'Hôtel de Ville,
- 2,1 M€ pour le square de Terrasses,
- 2 M€ d'aménagement de parking et voirie y compris trottoirs et le mobilier urbain,
- 1 M€ pour le jardin du Presbytère,
- 0,6 M€ pour l'éclairage public,
- 0,4 M€ pour le jardin de la Jungle,
- 0,3 M€ pour la vidéo protection
- 0,2 M€ pour le jardin de la rose de vents,
- 0,2 M€ pour le jardin d'hiver,
- 0,2 M€ pour le square Kupka
- 0,2 M€ pour les espaces verts du centre-ville,
- 0,2 M€ pour la maison de droit,
- 0,1 M€ pour les jardins autour du moulin,
- 0,1 M€ pour le démarrage des travaux de la RD913,
- 0,1 M€ pour le parc privé de la ville comprenant la résidence des étudiants,
- 0,1 M€ pour les cimetières.

Par ailleurs, 615 K€ ont été consacrés à des travaux pour l'ensemble des centres de vacances. Pour l'aménagement du quartier des Bergères et Charcot 5,5 M€ sont imputés sur l'exercice. Ces opérations sont suivies en compte de tiers permettant la refacturation intégrale des dépenses au territoire Paris Ouest La Défense. C'est donc neutre budgétairement pour la Ville.

En opérations d'ordre on retrouve l'amortissement des subventions d'équipement perçues pour 147 K€ et les différences sur le prix des cessions pour 632 K€, soit le même montant qu'en dépenses de fonctionnement pour 829 K€.

Est également réalisé un montant en dépenses et en recettes pour un même montant de 577 K€ en « opérations patrimoniales » ; il s'agit de la sortie de biens totalement amortis ou mis à la réforme qui a commencé avant le passage à la M57 et se poursuit.

On remarque une nouvelle fois que les efforts de gestion réalisés par la ville permettent de renforcer l'autofinancement, malgré toutes les contraintes imposées par l'Etat.

Ces efforts permettent de réaliser **un montant d'investissement soutenu sans recours à l'emprunt**. Seules, figurent en emprunts et dettes assimilées, les cautions versées par les usagers et celles remboursées par la Ville.

Au regard de ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le Compte Administratif 2024 qui se présente comme suit :

Section de fonctionnement

- Recettes de l'exercice : 215 878 741,13 euros
- Dépenses de l'exercice : 210 777 285,49 euros
- Résultat de fonctionnement de l'exercice : + 5 101 455,64 euros
- Résultat reporté de l'exercice N-1 : 24 823 990,77 euros

Résultat de clôture cumulé de la section de fonctionnement : **29 925 446,41 euros**

Section d'investissement

- Recettes de l'exercice : 32 709 244,62 euros
- Dépenses de l'exercice : 45 539 862,77 euros
- Résultat d'investissement de l'exercice : - 12 830 618,15 euros
- Solde d'exécution reporté de l'exercice N-1 : 19 894 621,76 euros

Résultat de clôture cumulé de la section d'investissement : **7 064 003,61 euros.**

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'arrêter les comptes et d'adopter le compte administratif 2024 du Budget Principal de la Ville.

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable ;

Vu l'instruction comptable M57 applicable à la Ville de Puteaux ;

Vu la délibération n°DCM-2024-060 du 4 avril 2024 portant vote du budget primitif ;

Vu la délibération n°DCM-2024-114 du 17 octobre 2024 portant vote de la décision modificative ;

Vu le compte de gestion 2024 du Budget Principal établi par le comptable public ;

Vu la maquette du Compte Administratif 2024, du Budget Principal ci-annexée ;

Considérant que le Conseil Municipal doit délibérer sur le Compte Administratif pour l'année 2024 ;

Considérant la concordance du Compte de Gestion retraçant la comptabilité patrimoniale tenue par le Trésorier avec le Compte Administratif retraçant la comptabilité administrative tenue par le Maire ;

Considérant que le Conseil municipal délibère sur le Compte Administratif 2024 du Budget Principal dressé par Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Maire et ordonnateur de la Ville ;

Considérant que Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD s'est retirée au moment du vote conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT en sa qualité de Maire de la Ville de Puteaux lors de l'exercice considéré ;

Considérant que le Conseil Municipal s'est prononcé unanimement pour que la présidence du Conseil Municipal soit assurée par le Premier Adjoint Monsieur Vincent FRANCHI pour l'adoption du Compte Administratif de 2024 du Budget Principal ;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

DELIBERE :

Article 1^{er} : Arrête les résultats d'exécution suivants :

Section de fonctionnement

- Recettes de l'exercice : 215 878 741,13 euros
- Dépenses de l'exercice : 210 777 285,49 euros
- Résultat de fonctionnement de l'exercice : + 5 101 455,64 euros
- Résultat reporté de l'exercice N-1 : 24 823 990,77 euros.

Résultat de clôture cumulé de la section de fonctionnement : 29 925 446,41 euros

Section d'investissement

- Recettes de l'exercice : 32 709 244,62 euros
- Dépenses de l'exercice : 45 539 862,77 euros
- Résultat d'investissement de l'exercice : - 12 830 618,15 euros

- Solde d'exécution reporté de l'exercice N-1 : 19 894 621,76 euros

Résultat de clôture cumulé de la section d'investissement :
7 064 003,61 euros.

Article 2 : Adopte le Compte Administratif de 2024 du Budget Principal établi par le Maire dont les écritures sont conformes au compte de gestion établi par le Comptable public.

Anne-Marie AMSELLEM



2^{ème} Adjointe au Maire
Secrétaire de séance

Vincent FRANCHI



1^{er} Adjoint au Maire

**Délibération adoptée,
par :**

37 **Voix pour**
2 **Voix contre**
2 **Abstention(s)**
0 **NPPV**

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures administratives, ce document a été visé et signé numériquement.